Par l'honorable M. Leonard,—De Solomon Allan et autres, de New Durham, dans le comté d'Oxford;—du conseil municipal du township de Grey, dans le comté de Huron;—des conseils municipaux des townships d'Uxborne et de Camden;—du conseil municipal de la ville de Stratford, du conseil municipal du village de Seaforth, des conseils municipaux des townships de Down et Sombra, dans le comté de Lambton;—et du conseil municipal du township de Colchester, tous dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. McDonald,—De Henry Reynolds et autres, des comtés de Wellington et de Huron;—de James Perkins, et autres, du comté de Huron, tous de la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Alexander,—de L. B. Brown, du comté d'Oxford, province d'Ontario.

Par l'honorable M. McCl:lan, —de William Sutton, de Sarawak, dans le comté de Grey, province d'Ontario.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues séparément:

De la chambre de commerce de la cité de London, province d'Ontario,—demandant l'abolition de la taxe et accise sur le pétrole.—De la dite chambre de commerce, demandant l'abolition du droit de timbre sur billets et lettres de change pour des sommes au-dessous de cent piastres.

De la compagnie du grand chemin de fer occidental;—demandant la passation d'un acte autorisant la construction d'un embranchement de chemin de fer de quelque point sur la ligne du dit chemin de fer, à ou près la ville de Clifton, jusqu'à un point au ou près le village d'Allanburgh, dans le comté de Welland, et l'extension du dit embranchement de là à un point quelconque sur le Canada Air Line Branch du dit grand chemin de fer occidental et pour d'autres fins.

De W. H. Storey et Cie. et autres, d'Acton, province d'Ontario,—demandant que le turif soit amendé de manière à pourvoir à la protection des intérêts manufacturiers.

De l'honorable Churles Wilson et autres, de la cité de Montréal;—demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Le crédit foncier royal."

De la compagnie d'assurance royale canadienne,—demandant que son acte d'incorporation soit amendé de manière à étendre ses pouvoirs pour lui permettre de faire des opérations d'assurance contre les risques maritimes et contre ceux de l'incendie au dehors de la Puisgance, et à augmenter le capital de la compagnie.

De Théodore Hart et autres, de la cité de Montréal,—demandant un acte d'incorporation ous le nom de "Compagnie maritime d'assurance."

Du Révérend P. C. Moore et autres, de Samuel Burdick et autres, de Nissouri-Est, dans le comté d'Oxford, et du conseil municipal du township de Blandford et Lobo, tous dans la province d'Ontario,—demandant séparément la passation d'une loi prohibant la vente des boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

L'honorable M. Scott, Secrétaire d'Etat, a informé la Chambre qu'il avait un message de Son Excellence le Gouverneur-Général, sous Lon seing manuel, que Son Excellence lui avait ordonné de remettre à cette Chambre.